



Communiqué de presse de la coordination Engie du 6 décembre 2019

Non aux cessions d'activités, Non au démantèlement !

La CGT veut une stratégie de développement industriel et social pour l'avenir du groupe ENGIE.

Des informations, en partie contradictoires, circulent concernant un éventuel démantèlement d'Engie et, en parallèle, l'éviction de la directrice générale du Groupe.

Jusqu'à présent, la politique de cessions de métiers essentiels et rémunérateurs, l'absence de réinvestissement à la hauteur des cessions ont conduit à une baisse continue de la taille du Groupe et une panne de la croissance. Ce recul du Groupe s'est fait au détriment du personnel, soit vendu, soit soumis à une cure d'austérité et de plans sociaux. La CGT réaffirme donc que la direction générale porte la responsabilité de la situation actuelle du Groupe.

La politique RH, laissant les entités pressurer les salarié-es pour remonter un maximum de dividendes, est aux antipodes d'une politique de développement et de fidélisation des compétences.

Le fort turn-over, les taux d'absentéisme importants, les difficultés à pourvoir les postes, la formation insuffisante sont les conséquences de la priorité donnée à la finance et non à la qualité sociale.

La CGT revendique un changement de stratégie pour un développement industriel et social basé sur la complémentarité et l'élargissement des métiers : services climatiques, thermiques et efficacité énergétique, énergie et renouvelables, infrastructures et sécurité d'approvisionnement, eau et propreté. Sur tous ces métiers, le Groupe a des bases solides de compétences et des perspectives importantes d'activités du fait de cette diversité.

Il est urgent d'augmenter les effectifs, de former massivement le personnel pour monter en gamme, en compétences, en qualité et assurer un meilleur niveau de garanties collectives pour tout le Groupe. Il est urgent d'investir en maintenance et en croissance. Pour la CGT, il est impératif de conserver l'intégrité du Groupe. Toutes autres solutions mettraient encore plus le Groupe en péril et aux mains des financiers qui n'ont que de funestes projets pour le personnel.

Ces propositions, cette vision, nous avons tenté de les partager, sans succès, avec la directrice générale qui a continué sa politique de détricotage du Groupe en ignorant le dialogue avec les fédérations syndicales au sein du Groupe Engie.

Cependant, le départ éventuel de la directrice générale ne garantirait en rien un changement positif de la stratégie. Car la CGT n'est pas non plus dupe des intentions du gouvernement. Celui-ci réfléchit à des scénarios alternatifs notamment de démantèlement du Groupe visant à maximiser le prix de vente de ses parts dans le capital du Groupe.

Quoi qu'il en soit, la CGT continuera à défendre sa vision auprès de la direction du Groupe actuelle et future et auprès du conseil d'administration et de l'Etat. Elle leur demandera des engagements sur les revendications portées par les salarié-es pour l'emploi, de meilleures garanties sociales, la pérennité du Groupe et l'amélioration des services et du service public.

Si des projets apparaissaient, visant à un démantèlement du Groupe ou à de nouvelles ventes d'activités, la CGT appellerait l'ensemble des salarié-es, en recherchant l'unité syndicale la plus large, à se mobiliser pour défendre nos emplois, nos compétences et notre avenir.

Contacts :

Eric BUTTAZZONI : 06 21 53 77 44